

## **Introduction**

### **Montréal, au centre de l'univers**

Au 17<sup>e</sup> siècle, les Européens qui opèrent des comptoirs de traite dans les pays des Premières Nations d'Amérique comprennent vite l'importance de certains endroits privilégiés où ils trouveront profit à avoir des installations permanentes afin d'assurer la poursuite de leurs échanges avec les populations autochtones. Ce n'est donc pas par hasard que les sites des grands villages des Iroquois du Saint-Laurent, que Cartier appela Hochelaga et Stadaconné, deviendront les emplacements de Québec et de Montréal.

Dans le monde amérindien, l'île est un microcosme, représentation de l'émergence de l'univers habitable et métaphore de la relation symbiotique qui unit intimement l'humain aux animaux et végétaux. Il y a à cet effet une constante dans les nombreux mythes de la création chez les Premières Nations de cette région-ci de l'Amérique du Nord : le déluge y apparaît comme chaos originel alors que l'île émergente représente le monde nourricier où la vie humaine devient possible.

Située au cœur d'un réseau de voies fluviales, au milieu d'un fleuve immense et ornée d'une montagne en son centre, Montréal est un point nodal de communication entre les univers iroquoiens et algonquiens, entre chasseurs-cueilleurs nordiques et cultivateurs des zones tempérées. Ici, fonction socio-économique et imaginaire géomythique s'unissent pour faire de ce lieu une singularité signifiante et agissante. L'acte de naissance de Montréal, terre des hommes, porte l'empreinte indélébile de l'amérindianité.

Plusieurs historiens ont écrit que la Grande Paix de Montréal de 1701 aurait pu être la grande paix de Québec, si le gouverneur de la Nouvelle-France avait habité Québec plutôt que Montréal. À la lumière de ce qui précède, on peut laisser flotter un doute sur cette affirmation. Un rassemblement de l'importance de celui du 4 août 1701, où 1500 ambassadeurs plénipotentiaires viennent conclure une paix de dimension continentale (rappelons que Montréal comptait peu ou prou 1400 habitants à la même période), aurait-il été possible si le représentant du roi de France s'était trouvé dans un lieu moins chargé de symboles signifiants que celui-ci? Toujours est-il que la paix mit un terme aux conflits qui ensanglantaient le territoire et qu'à partir de là Montréal devint la plaque tournante du commerce qui allait fleurir tout le long des routes et des portages. L'acte de naissance de Montréal, métropole commerciale et culturelle, porte le sceau de la diplomatie amérindienne.

Ce bref rappel historique s'avère nécessaire face au laconisme des auteurs du projet de politique de développement culturel quand il s'agit de parler des populations originaires et de leurs cultures : en page 16, on indique que l'île avait à l'origine une population composée d'Amérindiens, puis ...plus rien. Difficile de faire plus minimaliste. Les premiers habitants de ce territoire deviennent subséquentement absents aussi bien dans la naissance de Montréal comme métropole, que dans le présent de la culture vivante et à fortiori dans l'avenir qu'on lui trace.

### **Une culture à reconnaître**

Disons-le tout de go, cette omission nous blesse et nous inquiète dans un contexte où des nuages s'amoncellent à l'horizon et qu'une tempête programmée risque d'emporter le seul événement annuel d'envergure à célébrer les cultures premières à Montréal.

On était pourtant en droit de penser que dans un projet de politique du développement culturel la ville aurait fièrement rappelé ses origines et aurait fait place à l'actualité des cultures premières dans la métropole québécoise. D'autant plus que la ville a un dossier qui démontre que des intervenants du milieu avec l'appui de la municipalité ont cherché à rendre aux cultures des Premières Nations la place qui leur revient dans la métropole.

Ainsi, dans la mouvance municipale, le Jardin botanique, le Centre d'histoire de Montréal et Pointe-à-Callière offrent au visiteur une rencontre avec les cultures amérindiennes et inuit pendant que la ville soutient, timidement mais constamment, le festival annuel *Présence autochtone* qui est une vitrine importante pour le patrimoine et pour les arts des nations originaires.

Il s'agit de gestes modestes, encore insuffisants, mais néanmoins notables, en regard de la tâche qui incombe à Montréal comme métropole culturelle. En effet, une ville se doit, dès qu'elle se reconnaît dans cette appellation, de jouer un rôle moteur pour un ensemble géographique et humain qui dépasse largement l'enceinte de l'agglomération. Se définir comme métropole s'est s'affirmer comme un lieu où les grands enjeux d'une époque, d'un pays ou d'une région sont pris en compte et où s'amorcent les tournants cruciaux qui décideront du monde de demain. Et les Premières Nations de l'Amérique, sont au Canada, comme dans d'autres pays du continent, à l'agenda du siècle qui commence : la naissance annoncée d'un troisième d'ordre de gouvernement au Canada, l'apparition d'un domaine particulier du droit, la survie de langues menacées, le projet de déclaration des droits des peuples indigènes à l'ONU, les négociations territoriales qui touchent l'ensemble du Québec et du Canada, la réaffirmation culturelle des Premières Nations. Cette vague historique aura amené les gouvernements québécois successifs à réaffirmer leur attachement aux 15 principes énoncés sous René Lévesque et qui engagent tous les Québécois : reconnaître que les peuples aborigènes du Québec sont des nations distinctes qui ont droit à leur culture, à leur langue, à leurs coutumes, à leurs traditions, ainsi que le droit d'orienter elles-mêmes leur identité propre fait désormais partie des principes directeurs de l'action gouvernementale vis-à-vis les Premières Nations. Montréal la métropole ne peut s'exclure de cette histoire qui est aussi la sienne et qui fait partie de son tissu social, économique et culturel.

Aujourd'hui même, dans les départements d'art, d'histoire, de droit et de sciences humaines des universités montréalaises, les premiers peuples, leurs cultures, leur patrimoine et leurs réalités constituent un chapitre important et original de la connaissance universelle. Des associations et des services spécialisés se sont créés dans les lieux de savoir : tels la First Nations House de l'université McGill, le Center for Native Studies de l'université Concordia, le cercle des étudiants des Premières Nations de l'UQAM. Ici, dans des cabinets d'avocat et devant des cours de justice, s'élabore un droit aborigène nouveau issu des dispositions de la récente constitution canadienne reconnaissant des droits ancestraux aux nations originaires. Des contacts constants avec le Nord, depuis Montréal, sont maintenus par les compagnies d'aviation criées et inuites. Ont pignon sur rue à Montréal des institutions et des services issus des accords de la Baie James; tel le bureau d'affaires de la Société Makivik. Le Grand Conseil des Cris, le réseau de télévision des peuples autochtones APTN, la société culturelle Avataq, la compagnie de construction Creeco, le groupe culturel Terres en vues, le Centre d'amitié autochtone de Montréal, la maison d'édition Recherches amérindiennes au Québec, la commission scolaire Kativik, la Commission scolaire crie, la revue crie bimensuelle *The Nation*, la maison de production Igloodik Izuma (productrice de *Atanarjuat*), la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec, First Air, Air Inuit, Air Creebec, sont autant d'entreprises et de services qui opèrent des bureaux et des places d'affaires dans la ville. Dans la tour de

Radio-Canada, on trouve le centre de production des Services nordiques où sont réalisées des émissions de radio et de télévision en langue crie. Dans la région de Montréal se parlent l'inuktitut, le cri, l'innu, le mohawk et l'algonquin, des langues fragiles, menacées et pourtant miraculeusement vivantes. De nombreux projets de films et de vidéo sur des thèmes se rapportant aux Premières Nations sont ici élaborés par des maisons de production et le catalogue des éditeurs montréalais s'enrichit chaque saison de nouveaux ouvrages consacrés aux peuples autochtones. Le théâtre Ondinok poursuit à Montréal son travail de création et s'allie à l'École nationale de théâtre pour dispenser un cours spécialisé pour les comédiens des Premières Nations.

Si on ajoute à cela la proximité immédiate de Kahnawake, une importante communauté des Premières Nations avec un dynamisme organisationnel imposant (on y trouve hôpital, hebdomadaire, écoles, poste de pompier, centre culturel, une troupe de théâtre, une salle de spectacle, de nombreux commerces et services, etc) et le voisinage d'Odanak (où sera inauguré, le 21 juin prochain, le tout nouveau musée des Abénakis), de Kahnésatake et d'Akwesasne, il est aisé de se rendre compte que Montréal et sa région sont toujours une zone de convergence pour les Premières Nations.

Pourquoi une telle constance de relations historiques et présentes avec les populations porteuses de l'héritage le plus enraciné dans la terre Amérique ne donne-t-elle pas plus de traces visibles et lisibles dans la trame urbaine montréalaise? Et comment trouve-t-on le moyen d'occulter cette réalité dans la rédaction d'un document qui se veut une cheville essentielle du développement culturel de Montréal?

Voilà une question que l'auteur de ce mémoire a abordé récemment (voir *Y'a pas de danger* par André Dudemaine dans *Montréal Culture*, no 6, octobre 2004) en cherchant à comprendre comment la Grande Paix de Montréal, événement le plus important de toute la période française en Amérique, ait pu être pratiquement barrée de la mémoire collective des Québécois pendant tant d'années. Un climat de préjugés, de crispation et d'amnésie historique qui perdure dans certains cercles dirigeants entraîne un réflexe de rejet et empêche que les propositions positives de développement de rapports harmonieux entre les Premières Nations et la population en général soient assurées du suivi qu'elles méritent.

La marginalisation de la présence des Premières Nations dans la ville crée un état d'aliénation qui est ressenti bien plus fortement par le visiteur que par la population locale qui, par la force de l'habitude, a fini par y voir une situation normale. Ce n'est pas par un étrange besoin d'exotisme que les touristes à Montréal demandent continuellement où se trouvent les Premières Nations mais bien parce que leur absence de la toponymie, de l'architecture, de la restauration, des médias, bref de la scène urbaine, finit par être criante; les justifications laborieuses qui suivront toute demande d'information confirmera le visiteur dans son soupçon : il y a quelque chose de pourri au royaume d'Hochelaga.

Chez les Premières Nations, parmi les nôtres, cette situation crée un sentiment d'exclusion d'autant plus fort que l'accès à la métropole s'avère une nécessité fondamentale pour les cultures premières et pour l'exercice de droits culturels officiellement reconnus; car ici on rejoint le grand public, les médias québécois et internationaux, on forge des contacts avec des groupes culturels et des artistes établis, on imprime sa marque dans la collectivité québécoise toute entière, tout en rayonnant dans le monde. Hors de la métropole, pas de reconnaissance culturelle. Et aujourd'hui encore l'Algonquin ou l'Inuit qui arrive à Montréal s'y sentira souvent étranger dans son propre pays.

« *Les vestiges de notre passé colonial se manifestent encore douloureusement chez les autochtones* » écrivaient pour leur part en 1996 les auteurs du rapport Erasmus-Dusseault. « *De plus ils influencent l'opinion des non-autochtones, nourrissant les préjugés et servant d'excuse pour marginaliser les autochtones.(...) Les mythes et les préjugés au sujet de l'identité et de la culture autochtones sont profondément ancrés dans l'imagination populaire.* »

## **Un tournant essentiel pour l'avenir**

Depuis sa fondation en 1990 et depuis le premier festival *Présence autochtone* en 1991, Terres en vues s'est efforcé avec des moyens réduits, mais avec l'appui de nombreux partenaires enthousiastes, à enrichir l'offre culturelle sur l'île de Montréal en proposant aux artistes des Premières Nations des lieux stimulants de présentation et de création. Pointe-à-Callière, l'Office national du film du Canada, la Bibliothèque nationale du Québec, Télé-Québec et le Service de la culture de la ville de Montréal sont de ceux qui ont fourni des points d'assise à nos interventions en développant des programmes conjoints avec notre organisme ou en lui offrant des services. La commémoration de la Grande Paix de Montréal en 2001, l'inauguration du Jardin des Premières Nations et la dénomination sur le mont Royal du belvédère Kondiaronk auront été d'autres signaux encourageants indiquant qu'un virage était entrepris dans la métropole québécoise.

« *Soutenir l'identité autochtone en milieu urbain exigera des efforts concertés de la part de maintes organisations et institutions puisqu'il leur appartiendra d'élaborer des programmes d'études qui englobent l'histoire, les langues, les valeurs culturelles et la spiritualité des autochtones, de créer des répertoires de services et de réseaux autochtones à l'intention des autochtones et des non-autochtones, de rétablir la véracité des faits historiques et actuels en traçant un portrait authentique des peuples autochtones, de leur culture et de leur histoire.* » (Rapport de la Commission royale d'enquête sur les peuples autochtones, volume 4, page 603)

Vaste programme dont Montréal peut être le terrain naturel compte tenu des acteurs qu'on y trouve et de l'intensité des liens humains, économiques et culturels qui unissent la métropole et les Premières Nations et des liens de confiance et de collaborations qui ont pu s'établir dans la dernière décennie.

Citons encore le rapport de la commission royale d'enquête sur les peuples autochtones du Canada.

« *Les autochtones croient que leur présence renforce la trame de la société canadienne. Leur identité culturelle enrichit la culture nationale. **Les villes canadiennes ont aussi le devoir de reconnaître l'identité culturelle des autochtones citoyens et leurs liens avec les rôles anciens et contemporains des villes, et d'en tenir compte. Le maintien d'une identité culturelle autochtone positive incombe à tous les Canadiens, à nos gouvernements et à nos institutions.*** » (Volume 4, page 604, c'est nous qui soulignons)

Montréal se trouve donc au moment de se doter d'une politique de développement culturel à un tournant décisif dans ses relations avec les Premières Nations. Des acquis importants en

terme de coopération, de partenariat et de développement ont créé un embryon qui, s'il est soutenu par une vigoureuse et généreuse volonté politique, pourrait faire de Montréal une cité modèle et lui créer une image de marque de ville championne de la diversité culturelle de par le monde. Et Montréal a tout à y gagner puisque d'importantes retombées culturelles, touristiques et économiques accompagneront une telle démarche. Le scénario contraire serait celui du laisser-aller où les préjugés sourds et la discrimination inavouée continueraient leur travail de sape et d'exclusion. Nous ne voulons pas élaborer sur les suites néfastes de cet hypothétique (non) choix. Bien que l'heure ne soit pas à l'optimisme, rappelons simplement ici que le rapport Erasmus-Dusseault est le résultat de la plus importante commission royale d'enquête de toute l'histoire canadienne et que celle-ci faisait suite aux événements percutants de l'été 1990 dont la région de Montréal avait été le théâtre.

À Terres en vues, nous avons su faire preuve d'un optimisme entêté contre vents et marées, et nous osons croire contre toute espérance que nos recommandations pourront influencer positivement le cours des choses pour Montréal et pour les cultures premières. Cette métropole est aussi la nôtre. Nous voulons nous y retrouver et vivre ici, avec les autres, nos rêves de partage et d'amitié dans ce lieu voué dès l'origine au commerce et au contact des langues et des mondes.

### **Recommandations :**

Que dès les premières lignes de la Politique de développement culturel, un aperçu historique rappelle que l'essor de la ville a, d'abord et avant tout, été assuré par le réseau d'échange nord-américain auquel l'alliance franco-amérindienne aura donné vie et dont Montréal était le cœur.

Que la Ville de Montréal reconnaisse explicitement dans sa politique de développement culturel que les peuples autochtones constituent des nations distinctes avec des droits culturels reconnus; qu'elle y énonce clairement son appui au processus historique de reconnaissance, de réconciliation et de partenariat avec les peuples autochtones du Canada et du Québec; qu'elle s'affirme comme un lieu privilégié pour l'affirmation culturelle des Premières Nations, conformément à son rôle de métropole culturelle.

Qu'on annonce dans la politique de développement culturel la volonté d'établir un plan d'action concerté pour doter Montréal d'un cachet authentiquement autochtone en concertation avec les organisations et les communautés des Premières Nations, les universités, les musées, les conseils des arts, Tourisme Montréal, Tourisme Québec et les ministères concernés dans les paliers supérieurs de gouvernement; qu'on indique que ce plan d'action devra envisager des mesures pour la transmission, l'enseignement et la sauvegarde des langues ancestrales des Premières Nations du Québec et présenter des moyens concrets pour appuyer avec vigueur et constance les manifestations des cultures premières dans la métropole; qu'on s'engage à employer des moyens originaux afin que la toponymie montréalaise reflète mieux l'appartenance de cette terre à l'histoire et au patrimoine des Premières Nations.